



Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Energie et transition énergétique

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Eric PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Robert COTTE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Isabelle GUIRAUD, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ

Energie et transition énergétique - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Réseau de Transport d'Électricité (RTE)

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole comptait, au 1er janvier 2015, 457 800 habitants. Ce territoire, composé de 31 communes, est l'une des métropoles les plus attractives de France. Cette dynamique démographique devrait se poursuivre à l'avenir. La Métropole souhaite concilier les objectifs de développement urbain et de préservation des ressources, tout en favorisant la création de richesses et d'emplois et figurer ainsi parmi les intercommunalités pionnières en matière d'innovation et de développement durable. Pour cela, la Métropole dispose de compétences clés lui permettant de développer un aménagement durable, innovant et attractif de son territoire avec notamment : l'aménagement du territoire, la politique de l'habitat, le rôle d'autorité organisatrice de la distribution publique d'énergie, la contribution à la transition énergétique, l'élaboration d'un Plan Climat Air Energie Territoire (PCAET) associé à un Schéma Directeur des Energies (SDE), la gestion des mobilités, de l'espace public, l'eau, l'assainissement, la cohésion sociale et le développement économique.

Réseau de Transport d'Electricité (RTE) est l'entreprise gestionnaire du réseau public de transport d'électricité. Chargé d'une mission de service public, il exploite, maintient et développe le réseau haute et très haute tension et est donc sur le territoire un acteur économique et industriel particulièrement dynamique.

RTE a souhaité renforcer les liens avec Montpellier Méditerranée Métropole, raison pour laquelle les parties se sont rapprochées et envisagent une convention de partenariat pour la période 2019 à 2021.

Les orientations générales de cette convention sont articulées autour des trois thèmes suivants :

- Transition énergétique ;
- Développement et aménagement durable du territoire ;
- Développement économique, achats responsables et insertion.

En matière de transition énergétique, le partenariat débutera par la contribution de RTE à l'élaboration du PCAET et du SDE de la Métropole, via notamment la fourniture de données ou encore l'analyse croisée sur les potentiels de développement des énergies renouvelables et leur intégration sur les réseaux d'énergie. La collaboration se poursuivra par la proposition d'outils communs d'informations et de sensibilisation afin de réduire l'empreinte énergétique du territoire.

En matière de développement et d'aménagement durable du territoire, le partenariat portera sur le lien entre les réseaux structurants d'énergie et les documents de planification dont principalement le plan local d'urbanisme intercommunal en cours d'élaboration. Une réflexion commune sera également engagée dans le cadre de la préservation des espaces agro-naturels et les trames verte et bleu.

Enfin, en matière de développement économique, d'achats responsables et d'insertion, RTE pourra solliciter la plateforme collaborative *clauses sociales*. Portée par Montpellier Méditerranée Métropole, cofinancée par l'Europe et l'État, cette plateforme vise à mobiliser la commande publique et privée comme vecteur d'insertion professionnelle. En effet, l'introduction d'une clause sociale dans l'acte d'achat est un levier pour l'insertion professionnelle, favorisant l'accès ou le retour à l'emploi de publics en insertion. Il sera également étudié l'opportunité d'approfondir les liens de RTE vers les entreprises innovantes du territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec RTE ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 24/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 27 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-85086-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 24/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de Convention de partenariat

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.